



# ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

## Emploi industriel

Question au Gouvernement n° 3555

### Texte de la question

#### EMPLOI INDUSTRIEL

**M. le président.** La parole est à M. Alain Bruneel.

**M. Alain Bruneel.** Monsieur le ministre de l'économie, des finances et de la relance, la pandémie inédite que nous traversons n'effleure même pas les principes des grands groupes industriels, dont la seule préoccupation reste le profit, rien que le profit. Cette situation dramatique est une aubaine pour eux : restructurations, fermetures d'entreprises, licenciements. Notre pays ne respire plus, il est sous perfusion. C'est notre souveraineté qui est en danger.

Hier, Danone annonçait 400 à 500 suppressions de postes en France après avoir versé 1,5 milliard de dividendes, une opération purement financière pour augmenter la rentabilité – la direction ne s'en cache même pas. La recette est toujours la même : des salariés écrémés, des fonds publics empochés et des actionnaires gavés.

Aujourd'hui, Total annonce un plan de casse de l'emploi. Hier, l'action Total représentait la plus forte hausse du CAC 40 à la mi-journée. La crise, ce n'est décidément pas pour tout le monde. La liste est encore tristement longue : Nokia, Bridgestone, Cargill, AGC, General Electric, Vallourec et malheureusement bien d'autres encore.

**M. Jean-Paul Lecoq.** Siemens !

**M. Alain Bruneel.** Partout, les employés sont sacrifiés sur l'autel du profit avec la bénédiction de votre Gouvernement, qui reste pieds et mains liés face aux actionnaires. Les Français n'en peuvent plus de recevoir ces coups de massue successifs : d'un côté, les citoyens payent les plans de relance avec l'argent public et, de l'autre, ils subissent la casse sociale avec des licenciements en cascade. Il est temps d'arrêter de relancer ce système capitaliste injuste. C'est d'un plan de rupture dont nous avons besoin. Il nous faut préparer le système d'après et non pas seulement le jour d'après.

Le groupe communiste demande une nouvelle fois le conditionnement des aides publiques à des engagements fermes en matière d'emploi. Et nous réclamons plus que jamais l'interdiction des licenciements boursiers. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe GDR.*) Il y va de notre avenir industriel, car un pays sans industrie est un pays sans avenir ! (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et FI.*)

**M. le président.** La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

**Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.** Monsieur Bruneel, je comprends parfaitement l'inquiétude et l'émotion suscitées par les annonces récentes que ce soit de Danone, de Total ou de Vallourec, affectant des centaines d'emplois sur chacune de ces annonces.

Soyons clairs : lancer des procédures sociales d'une telle ampleur en pleine crise sanitaire pose question,...

**M. Jean-Paul Lecoq.** Interdisons-les !

**Mme Élisabeth Borne, ministre** . ...alors même que, pour faire face à la crise, le Gouvernement a déployé un ensemble de solutions pour préserver les emplois et les compétences.

Je pense, bien sûr, à l'activité partielle de longue durée, dont des grands groupes comme Safran et encore très récemment Thales ont su se saisir en concertation avec leurs partenaires sociaux, dans un secteur pourtant gravement touché par la crise. Je rappelle que près de 300 000 emplois sont d'ores et déjà protégés par ce dispositif et que huit branches professionnelles ont signé un accord pour faciliter son déploiement.

Je pense également aux reconversions professionnelles, que nous voulons favoriser, en évitant évidemment les licenciements. C'est tout l'objet du dispositif transitions collectives, conçu avec les partenaires sociaux, qui a été présenté fin octobre.

Les outils sont donc là pour faire face aux mutations économiques qui parfois s'imposent ; il appartient à des groupes comme Danone, Total ou Vallourec de s'en saisir.

**M. Jean-Paul Lecoq.** Et s'ils ne le font pas ?

**Mme Élisabeth Borne, ministre** . Je serai claire : nous devons accompagner les mutations accélérées par la crise sanitaire, mais nous accepterons moins que jamais les optimisations déclenchant des licenciements secs.

**M. Jean-Paul Lecoq.** Chiche !

**Mme Élisabeth Borne, ministre** . Dans ce contexte, nous recevrons dès aujourd'hui la direction de Danone pour examiner l'ensemble des solutions alternatives à des départs contraint. Nous sommes de même en contact avec Total ou Vallourec.

Vous pouvez être assuré de ma détermination à amener ces groupes à se saisir de tous les outils à leur disposition pour préserver un maximum d'emplois. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe LaREM.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Alain Bruneel](#)

**Circonscription :** Nord (16<sup>e</sup> circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3555

**Rubrique :** Industrie

**Ministère interrogé :** Travail, emploi et insertion

**Ministère attributaire :** Travail, emploi et insertion

## Date(s) clé(s)

**Question publiée au JO le :** [25 novembre 2020](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du [25 novembre 2020](#)